



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Allocution de M. Didier Burkhalter
Président de la Confédération**

**« Encadrer le veto en cas d'atrocités de
masse »**

**69^{ème} Assemblée générale des Nations Unies
Réunion ministérielle**

New York, 25 septembre 2014

Messieurs les Co-Présidents,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

La Suisse tient à remercier la France et la Mexique d'avoir organisé cette réunion ministérielle concernant l'initiative visant à encadrer le veto en cas d'atrocités de masse. A cet égard, elle remercie aussi Liechtenstein pour sa déclaration à laquelle mon pays s'associe.

A une époque où les crises éclatent simultanément dans différents endroits du monde, le Conseil de sécurité de l'ONU est investi par la Charte des Nations Unies d'un rôle prépondérant dans les efforts de prévention, de médiation et de résolution des conflits. Il doit réagir rapidement à des crises, comme par exemple dans le cas de la Syrie, de l'Ukraine, et des récents événements à Gaza.

Le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre sont les crimes les plus graves que connaît le droit international. Chaque Etat est tenu de faire tout le nécessaire pour les prévenir et, lorsqu'ils se produisent, de les faire cesser et d'en poursuivre les auteurs.

Une responsabilité particulière incombe aux membres permanents du Conseil de sécurité, au vu du pouvoir important dont celui-ci dispose, puisqu'il est habilité à prendre des mesures appropriées pour restaurer la paix et la sécurité internationales et peut ainsi prévenir et faire cesser de tels crimes. Malheureusement, le Conseil de sécurité s'est vu

empêché d'assumer cette responsabilité en raison de certains vetos (et menaces de veto) émis par le passé.

Mesdames, Messieurs,

C'est pourquoi la Suisse a longtemps plaidé pour que les membres permanents du Conseil ne fassent pas usage de leur droit de veto dans le but de bloquer les actions du Conseil de sécurité visant à prévenir ou à faire cesser les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

En tant que coordinatrice du groupe transrégional de 23 Etats «Responsabilité, cohérence et transparence» (ACT), la Suisse poursuivra ses efforts pour réformer les méthodes de travail du Conseil de sécurité dans leur ensemble. Dans ce contexte, mon pays salue l'initiative de la France concernant un accord volontaire et collectif des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour encadrer le veto en cas d'atrocités de masse. Nous lançons un appel à tous les membres permanents pour qu'ils soutiennent cette approche et qu'ils prennent leurs responsabilités à l'égard des crimes les plus graves dans le but de mieux protéger les populations civiles.

Je vous remercie.